23me Année — N° 5195 BUREAUX : RUE NEUVE, 17 UN NUMÉRO : 15 CENTIMES BUREAUX:RUE NEUVE, 17 Lundi 8 Juillet 1878

Propriétaire-Gérant
ALFRED REBOUX

ABONNEMENTS:
Roubaix-Tourcoing : Trois mois. . 13.50
» » Six mois. . . 26.»»
» » Un an . . . 50.»»

Nord, Pas-de-Calais, Somme, Aisne, trois mois. . . . . 15 fr.
La France et l'Etranger, les frais de poste en sus.
Le prix des Abonnements est payable d'avance. — Tout abonnement continue, jusqu'à réception d'avis contraire.

JOURNAL DE ROUBAIX

MONITEUR POLITIQUE, INDUSTRIEL & COMMERCIAL DU NORD

Le *JOURNAL DE ROUBAIX* est désigné pour la publication des *ANNONCES LÉGALES* et *JUDICIAIRES*

Propriétaire-Gérant
ALFRED REBOUX

INSERTIONS:
Annonces : la ligne. . . 20 c.
Réclames : » . . . 30 c.
Faits divers : » . . . 50 c.
On peut traiter à forfait pour les abonnements d'annonces.

Les abonnements et les annonces sont reçues à *Roubaix*, au bureau du journal, à *Lille*, chez M. QUARRÉ, libraire, Grande-Place; à *Paris*, chez MM. HAVAS, LAFFITE ET Cie, 34, rue Notre-Dame-des-Victoires, (place de la Bourse); à *Bruxelles*, à l'OFFICE DE PUBLICITÉ.

ROUBAIX, le 7 JUILLET 1878

Bulletin du jour

On a souvent signalé l'union et la discipline du parti républicain, mais rarement cette union et cette discipline se sont affirmées avec plus d'autorité qu'en ce qui concerne les évènements de Marseille. Certes, il n'est pas douteux que les manifestations qui ont apporté le trouble dans cette ville ont eu pour point de départ l'intolérance de son conseil municipal radical, qui, sans tenir aucun compte de traditions de tout temps respectées, a voulu interdire ces processions et ces cérémonies tolérées par tous les régimes précédents. Les têtes sont vives dans le Midi et facilement excitables ; néanmoins, malgré leur irritation probable, les conservateurs n'ont pas dépassé la limite de leurs droits, en se contentant d'amonceler aux pieds de la statue de Belzunce les couronnes que la piété et la reconnaissance traditionnelles des Marseillais avaient coutume d'y déposer. Croit-on, en effet, que les personnages officiels qui faisaient partie du cortége, eussent consenti, autrement, à figurer dans cette cérémonie ? C'est alors que, surexcités par le calme de leurs adversaires, les radicaux se sont livrés aux violences que l'on sait, violences qui ont, de leur côté, appelé les représailles de la Bourse, représailles que nous n'excusons certainement pas, mais qui sont singulièrement atténuées par les provocations de la veille.

On a lu le récit de l'émotion que ces troubles avaient produite. Il fallait en jeter la responsabilité sur « le lapin » et c'est alors que cette discipline dont nous parlions en débutant s'est montrée « dans toute sa beauté. » Nous avons vu pleuvoir les accusations les plus haineuses, les protestations les plus hypocrites contre... les persécutés. Nous en avons donné hier une faible idée ; et l'on a pu juger avec quelle habileté, quelle unanimité, opportunistes et radicaux se sont entendus pour ne s'occuper que des scènes regrettables de la Bourse, *sans souffler mot*, des provocations qui leur avaient donné naissance. Ils ont protesté contre tout le monde, sauf contre les vrais auteurs des troubles. L'opinion publique ne s'y laissera pas tromper, mais devant une pareille manœuvre si habilement, si perfidement conduite ne nous est-il pas permis de regretter, que de son côté le parti conservateur ne mette pas au service de la bonne cause une union aussi complète et une entente de ses intérêts aussi parfaite, que celle dont ses adversaires font preuve en toute occasion en général et dans celle-ci en particulier.

Les traités qui vont se signer à Berlin seront la contre-partie exacte du traité de Westphalie.

La politique inaugurée par Henri IV, continuée par le connétable de Luynes, poursuivie avec tant de fermeté par le cardinal de Richelieu, avait abouti, en 1648, sous l'habile direction donnée à notre diplomatie par Mazarin, à la conclusion de la paix de Munster qui consacrait la prépondérance de notre nation en Europe.

L'incapacité des hommes de l'empire, complétée par celle des républicains, nous a fait déchoir de cette situation.

Le traité de Berlin, auquel les plénipotentiaires français sont conviés à apposer leur signature, va consacrer notre décadence et affermir la suprématie de l'empire relevé en Allemagne par la politique de M. de Bismarck et les victoires de M. de Moltke.

Napoléon III, avec la complicité des républicains, a proposé comme objectif à sa politique extérieure la destruction des traités qui garantissaient notre haute influence dans les affaires de l'Europe ; il a réussi, grâce au concours des républicains, à détruire l'équilibre que la monarchie avait établi à notre profit ; il est parvenu à faire prévaloir le principe des grandes agglomérations territoriales et à constituer l'unité italienne, ainsi que l'unité allemande, d'où devait sortir la ruine de la France.

Nous voyons aujourd'hui se dérouler sous nos yeux, les conséquences logiques, naturelles de cette politique anti-nationale.

Ce résultat, les conservateurs l'avaient annoncé dès le premier jour. Pour nous, sans remonter au temps où l'empire a précipité la France dans les aventures déplorables de l'unité italienne, nous avons signalé, immédiatement après la guerre de 1871, le travail diplomatique poursuivi par le chancelier de l'empire allemand en vue d'assurer à son gouvernement le fruit des efforts que le peuple allemand venait de faire.

Nous écrivions le 5 août 1872, à propos de la première entrevue des trois empereurs :

« Pendant que les feuilles radicales célébrent avec un naïf enthousiasme le résultat de l'emprunt et attribuent aux sympathies de l'Europe pour la République le chiffre auquel se sont élevées les souscriptions à l'emprunt, la diplomatie allemande vient de remporter un succès dont il serait difficile de méconnaître la valeur. Le prince de Bismarck n'est pas seulement un politique très fin, très clairvoyant, il possède encore au plus haut degré la qualité sans laquelle les talents les plus brillants, les inspirations les plus heureuses sont fatalement stériles : la persévérance. A peine la guerre terminée, loin de croire son œuvre achevée, il s'est remis à la tâche avec une infatiguable ardeur et a dirigé toute sa politique en vue de consolider la situation que les évènements venaient de créer à l'Allemagne.

» Avant même que la nouvelle délimitation territoriale fût définitivement arrêtée, commençait de sérieuses etudes sur la question des fortifications à élever contre nous dans les provinces annexées, la diplomatie allemande menait de front les négociations qui devait aboutir au traité de Francfort et les arrangements à ménager entre l'Italie, l'Autriche, la Russie et l'Allemagne pour nous enlever tout espoir d'alliance, nous isoler en Europe et ne laisser à la France d'autre alternative que de se résigner aux faits accomplis ou de se briser contre une coalition. »

Nous résumions les vues qui avaient pu rapprocher la Russie, l'Autriche de l'Allemagne, et nous ajoutions :

« Les plans de M. de Bismarck ont donc parfaitement réussi; *la balance de l'équilibre européen semble pour le moment placée dans les mains de l'Allemagne. Une nouvelle Sainte-Alliance est à la veille de se renouer*, en vue, disent les feuilles hongroises ou allemandes, d'assurer contre toute éventualité le maintien de la paix en Europe, en d'autres termes, de *garantir la situation créée au profit de la Prusse par les événements de l'année dernière.* »

Nous écrivions ces lignes, il y a six ans; les actes du congrès de Berlin montrent que notre appréciation de l'alliance des trois empereurs était exacte.

C'était le temps où M. de Bismarck adressait au comte d'Arnim ces instructions, — qui n'ont été connues que quelques années après, — mais qui étaient inspirées par la même pensée que l'alliance des trois empereurs :

« **NOS BESOINS EXIGENT** *que la France nous laisse en paix* et que *nous* » **l'empêchions**, au cas où elle ne voudrait pas respecter la paix conclue, *de trouver des alliances. Tant qu'elle n'a pas d'alliés, nous n'avons rien à craindre d'elle*; **tant que les monarchies marcheront d'accord**, la République ne pourra rien leur faire. *C'est pour cette raison que la République française trouvera très-difficilement un allié parmi les Etats monarchiques.* Ceci est ma conviction, *et elle* **m'empêche de contribuer A ENCOURAGER LE DROIT MONARCHIQUE EN FRANCE...** »

... « *Une France monarchique serait dangereuse pour l'Allemagne...* **il en résulterait bientôt UN GROUPEMENT DES ETATS EUROPÉENS TRES GÊNANT POUR LES ALLEMANDS, lequel exercerait sur eux une PRESSION AMICALE POUR LES FAIRE RENONCER A UNE PARTIE DES AVANTAGES QU'ILS ONT CONQUIS.**

» Nous n'avons pas pour devoir de *rendre la France puissante.* **EN CONSOLIDANT SA SITUATION INTÉRIEURE et en y établissant une monarchie en règle, nide rendre la France capable de conclure des alliances.**

... » *Tant que la France n'aura pas d'alliés, elle ne sera pas dangereuse pour nous.* »

Mais M. de Bismarck ne se contentait pas d'empêcher « un groupement » des Etats européens très gênant pour » les Allemands et de nature à exercer » sur eux une pression amicale pour les » faire renoncer à une partie des avan» tages qu'ils avaient conquis ;» il travaillait en même temps à opérer un groupement contraire, favorable aux intérêts des Allemands et combiné dans le but de leur assurer à jamais la possession des avantages dont les victoires inespérées de 1870 et de 1871 les avaient mis en possession.

Aussi l'alliance des trois empereurs doit-elle être regardée comme le chef-d'œuvre de sa politique. Dans toutes ses autres entreprises, on peut dire qu'il a été singulièrement bien servi par la fortune. Dans celle-là, il a déployé les plus hautes qualités de l'homme d'Etat.

L'événement prouve aujourd'hui la supériorité de son intelligence.

L'alliance des trois empereurs n'a pas cessé, en effet, depuis 1872, d'être le pivot de sa politique et elle a bientôt dominé toute la politique européenne.

Une seule éventualité pouvait rompre les calculs de la chancellerie allemande : c'était le rétablissement de la monarchie en France.

Le prince de Bismarck avait prévu ce danger et l'avait signalé au comte d'Arnim, comme nous venons de le rappeler.

Mais sur ce point, encore, son habileté ne s'est pas trouvée en défaut. Il a compté sur l'absence de tout sentiment national, chez les républicains français pour faire obstacle de ce côté, à tout ce qui pourrait faire échec à ses plans et contribuer à relever la France.

Son espoir n'a pas été trompé ; la polique allemande n'a pas eu de plus fidèles alliés, de plus fermes soutiens que les républicains français. Ils se sont montrés, sous ce rapport, les fidèles continuateurs des fautes et des crimes de l'empire ; l'histoire leur rendra ce témoignage qu'ils ont achevé l'œuvre de l'empire et complété la ruine de la France.

(*Gazette de France*) J. BOURGECIS.

Pétition des consistoires protestants

Les divers consistoires des églises protestestantes viennent de s'entendre pour adresser à M. le Ministre de l'Intérieur une pétition tendant à l'abolition de l'article 3 de la loi de Germinal qui autorise l'autorité municipale à interdire les processions toutes les fois qu'un culte dissident est officiellement célébré dans la commune.

Les églises protestantes servent ainsi de prétexte à une mesure à laquelle elles restent absolument étrangères, qu'elles ne réclament jamais et que, bien souvent elles réprouvent, comme lors de l'arrêté du préfet de Marseille. Cette responsabilité indirecte que l'on fait retomber sur l'église protestante, les consistoires ne veulent plus la subir et ils demandent à ce que cet article soit abrogé ou modifié.

La République aimable

I

A coups de pied

Les sous-préfets de la République «aimable» vont bien !

Dans la Vienne, à Montmorillon, le sous-préfet a renvoyé de son cabinet un honorable maire.... à coups de pied !

Voilà qui est du dernier galant.

II

A coups de manche à balai

Nous avons dit dernièrement qu'un maire radical de l'arrondissement de Douai avait rossé impunément, à coups de manche à balai, un de ses administrés, et que M. le sous-préfet Deron ne s'était ému de ce fait que pour donner à ce fonctionnaire de la République aimable des témoignages d'une faveur toujours croissante.

Le journal radical de Douai, l'*Ami du Peuple*, a cru devoir nous donner un démenti. Nos premières informations sont confirmées de tout point, et nous maintenons l'exactitude du fait. M. le sous-préfet ne peut non plus l'ignorer.

C'est le 10 avril que ce fait s'est produit.

Le sieur Ferdinand Datthiches, menuisier à Coutiches, s'étant présenté chez son cousin le maire, radical de la plus belle eau, pour lui demander le paiement d'une somme due par la commune, fut, sans rime ni raison, rossé par lui à coups de manche à balai, terrassé, et menacé d'être jeté dans le *purin*. La menace aurait été suivie d'exécution sans une intervention inattendue...

Ce fait, notoire dans l'arrondissement, n'a point empêché M. le sous-préfet Deron de proposer ledit maire pour les fonctions de délégué cantonal, ni l'autorité académique de le nommer gendarme.

C'est là une page nouvelle à ajouter aux fastes de la République aimable. Un délégué cantonal, connu pour employer de pareils moyens de correction, ne pourra manquer de jouir d'une autorité toute particulière auprès des maîtres et des élèves qu'il est chargé d'inspecter.

Ah ! c'est que le citoyen Deregnaucourt n'est pas tendre ! Il avait déjà, quelques jours auparavant, cassé ses deux gardes-champêtres sous prétexte qu'ils avaient été « mous et indolents » (textuel) lors des élections au Conseil municipal de la commune ! (Arrêté en date du 15 janvier.)

« Mous et indolents », de braves serviteurs qui depuis trente ans avaient reçu pour leur zèle les témoignages les plus honorables !

Que les maîtres et les élèves se tiennent bien ! Autrement, gare au manche à balai ! Nous sommes sous la République « aimable ».

De pareils faits sont fort tristes. Encore une fois, M. le sous-préfet Deron les connaît aussi bien que nous. Nous avons fait notre devoir. Fera-t il le sien ?

(*Propogateur.*) H. LEFEBVRE.

LETTRE DE PARIS

(Correspondance particulière)

Paris, 6 juillet.

Au moment où cette lettre vous parviendra, on sera occupé, dans vingt-deux circonscriptions électorales, à nommer de nouveaux députés, c'est-à-dire à tirer la dernière conséquence de ces invalidations systématiques auxquelles s'est livrée avec tant d'acharnement la majorité républicaine et radicale. Le moment me paraît donc bien choisi pour revenir, d'une façon générale, sur cette sophistication du suffrage universel qui est, en réalité, l'œuvre essentielle, capitale, l'œuvre-mère poursuivie par les prétendus serviteurs respectueux du nombre.

« Sophistication, » c'est précisément le mot qu'employait l'autre jour, l'auteur anonyme d'un remarquable article du *Correspondant*, article qui a fait sensation et dont vos lecteurs ne regretteront pas, j'espère, d'avoir sous les yeux une brève analyse.

L'écrivain que je cite fait d'abord le bilan des élections validées et invalidées, d'après la proposition des groupes parlementaires qui, à gauche, représentaient 300 élus et 200 environ à droite. « D'un côté, dit-il, 80 invalidés sur 200 élus, soit un peu moins d'un sur deux ; de l'autre, pas un seul invalidé sur 300 élus, telle est la justice distributive de la Chambre. »

Cette incroyable inégalité de traitement se justifiait-elle, du moins, par la pureté des résultats électoraux qui avaient bénéficié à la gauche ? A cette question, pas un candidat conservateur qui n'eût pu répondre en s'adressant à ses accusateurs devenus ses juges :

« Vous nous accusez d'être les élus de la pression et de la fraude; et vous donc ? Sans doute, la main du gouvernement n'est pas dans vos candidatures du 14 octobre. Mais que ce soit l'autorité ou les partis qui patronnent une élection, le mensonge est toujours le mensonge, la calomnie est toujours la calomnie, et les voix volées n'en sont pas moins volées ! Or, que chacun de vous descende dans son for intérieur et qu'il essaie de demander au scrutin de son arrondissement le secret de sa victoire. Lequel peut se vanter de ne la devoir qu'à des moyens avouables, c'est-à dire complètement exempts de mauvaise passion et de supercherie ? Lequel a été nommé sans avoir appelé à son aide et la guerre pour le Pape, si les conservateurs avaient le dessus, et le gouvernement des Ducs, et le gouvernement des curés et le retour aux abus de l'ancien régime, et tout l'effrayant cortége des évocations révolutionnaires ? Or, combien êtes-vous sur les bancs de la majorité pour croire à ces fariboles ?

« Vous n'êtes pas dix, nous vous rendons cette justice ! vous avez donc sciemment et dans un but d'intérêt personnel trompé, sophistiqué le suffrage universel. Vous êtes élus par le peuple, vous vous êtes, comme en disait jadis, moqué de ce peuple. Ce que nous a valu de voix la fameuse affiche blanche, vous n'en savez rien, et il vous est commode de croire qu'elle nous a, dans tous les cas, valu l'élection. Mais à quel chiffre à notre tour devons-nous fixer pour chacun d'entre vous le nombre des bulletins gagnés par le mensonge ? Et s'ils pouvaient être retranchés de votre total, combien d'entre vous garderaient la majorité et seraient dignes de rester députés ? En définitive, nous avons été les candidats du maréchal, vous avez été les candidats de l'extrême gauche, nous avons fait appel aux traditions et aux intérêts; vous avez fait appel aux passions et aux fantômes ; nous avons eu l'affiche blanche, vous avez eu l'affiche rouge. Pression d'un côté par l'administration, soit ! Pression de l'autre par la calomnie et la terreur révolutionnaire. Laquelle vaut le mieux ? Ces arguments ne pouvaient pas arrêter « la chambre des invalidations. » Elle a passé outre. Qu'a-t-elle fait, en somme ?

» Qu'à quelques mois de distance les mêmes arrondissements auront voté deux fois pour un candidat officiel, une première fois pour un candidat monarchique sous la pression du gouvernement, une seconde fois pour un candidat républicain sous la pression des événements : dans l'un comme dans l'autre cas, où est l'indépendance du suffrage universel ?

» Ne nous y trompons pas : au fond c'est le suffrage universel, c'est le sérieux de ses motifs, c'est l'inviolabilité de ses décisions, c'est le mode actuel de son application qui se trouve atteint par cette rage d'invalidation. Pour le parti républicain, il y aura là peut-être plus à perdre qu'à gagner. Quand on touche au principe même du gouvernement, on ne saurait y porter trop de précautions et trop d'euphémisme. La brutalité de quelques rapporteurs d'extrême gauche a déchiré tous les voiles. Pas plus que Louis XIV, le suffrage universel n'a le droit de légitimer ses bâtards. Il ne doit pas surtout laisser croire qu'il n'a et ne peut avoir que des bâtards. Contre la fraude matérielle, le code pénal suffit, et nous demandons qu'on l'applique à tout le monde. Mais qui protégera le scrutin populaire contre la fraude morale ? qui fera justice des élus du mensonge ?...»

Ou je me trompe fort, ou dans plus d'une circonscription « gagnée » par les républicains comme ils disent en leur langage, ces observations seront encore demain en pleine actualité. C'est pourquoi je vous les signale ; vous conclurez vous-même.

DE SAINT-CHÉRON.

Feuilleton du *Journal de Roubaix* du 8 JUILLET 1878.

— 126 —

LA

CIRCASSIENNE

PAR LOUIS ENAULT

CXXXVIII

(SUITE)

— Tu as commis aujourd'hui le dernier de tes crimes, dit le vicomte Octave de Kergor, qui parvint à maîtriser tous ses mouvements.

Et, arrachant le poignard de la gorge de Zuléika, il le planta, tout fumant encore de ce sang fraternel, dans la poitrine d'Ali. L'arme traversa, et son extrémité s'enfonçant dans le plancher, de l'autre côté du corps, le cloua, pour ainsi, parler, au sol même du sélamlick.

— Maintenant, mon enfant, vous êtes libre, dit le vicomte à la jeune Circassienne, en s'inclinant avec courtoisie devant elle.

Rahel ne put répondre à ces mots, que M. de Kergor lui avait adressés dans une langue qui n'était pas la sienne — en français — et dont elle n'entendait pas un seul mot — mais il y avait une chose que, du moins, elle comprenait bien, c'était la grandeur du service que le vaillant jeune homme venait de lui rendre. Aussi, toute pâle encore des grandes émotions qu'elle venait d'éprouver, et si faible que c'était à peine si elle pouvait se tenir debout, elle balbutia, dans une langue que Kergor n'entendait pas davantage, quelques paroles de remerciement, en portant la main, selon l'usage de son pays, à son front, à sa poitrine et à ses lèvres.

CXXXIX

Pendant que cet épouvantable drame déroulait ainsi ses sombres péripéties, à quelques pas de là, une autre scène, non moins effrayante, avait aussi son dénoument tragique.

Le marquis de Merteins, sir Daniel O'Connor, et Ben Salem, étaient entrés dans le sélamlick, presque en même temps que le vicomte de Kergor. Surexcité par le danger des siens, Ben-Salem, poussant un cri terrible, s'était jeté au milieu du groupe qui venait d'assaillir si brutalement sa femme et ses filles. Il fit sauter d'un coup de pistolet la cervelle du premier qui se retourna pour lui faire face, pendant que sir Daniel O'Connor et M. de Merteins avaient pris à partie chacun son adversaire. — M. de Merteins, dont le sang-froid égalait la force, se débarrasa aisément du sien, et laissant Ben-Salem aux prises avec le quatrème bandit qui complétait ce groupe terrible, il se retourna vers le jeune Irlandais, qui luttait, non sans peine, avec un adversaire redoutable. — Celui-ci parvint à dégager son bras, repoussa O'Connor loin de lui, et avant que M. de Merteins n'eût pu arriver à son secours, saisissant le long kandgiar passé à sa ceinture, il le lui enfonça tout entier dans la gorge.

— Meurs, chien ! s'écria-t-il, avec un horrible blasphème.

Laissant le fer dans la blessure, et voyant bien que la lutte était désormais impossible, puisqu'il restait seul contre quatre hommes, et que tous ses compagnons avaient déjà mordu la poussière, il jeta à Ben-Salem un regard plein de menace et s'élança dans la cour.

Mais il avait compté sans Octave de Kergor, qui débarrasé d'Ali, n'avait plus songé qu'à venir au secours de ses amis. — le vicomte arma un de ses pistolets, et au moment où l'Arabe franchissait le seuil de la porte, sa balle, dirigée par un œil toujours sûr, l'atteignit au milieu de son élan — au vol, pour ainsi dire — et lui traversa le cœur — il tomba comme une masse, obstruant le passage avec son grand cadavre.

Ben-Salem, cependant, courut à sa femme et à ses filles, si heureusement délivrées ; M. de Merteins releva le malheureux O'Connor, qui ne donnait plus signe de vie, et la princesse, que l'on n'avait pu empêché de pénétrer dans la maison, alla serrer Rahel dans ses bras, tandis qu'Octave de Kergor se penchait vers la pauvre Zuléika, qu'il essayait en vain de ranimer.

— Morte ! dit-il à demi voix... tout est fini pour elle en ce monde, et elle n'a plus besoin du secours de personne...

Comme il était sur tout et avant tout l'homme d'action par excellence, laissant selon la parole de l'Evangile, les morts enterrer les morts, il prit son fusil et se dirigea vers la cour, où la bataille durait encore.

Elle touchait cependant à sa fin. Quand les compagnons d'Ali eurent aperçu sept ou huit hommes sortant de terre, pour ainsi dire, et se précipitant à la suite de leur chef dans la maison de Ben-Salem, ils comprirent tout de suite que celui-ci allait courir de terribles dangers, et que l'affaire prenait tout à coup une gravité exceptionnelle.

Ils firent signe à ceux qui étaient restés sur la route de venir les rejoindre ; tous ensemble descendirent dans la cour, et s'élancèrent vers la maison, où ils n'étaient que trop certains qu'il allait se passer maintenant de terribles choses.

Mais, au même moment, les autres combattants amenés par la princesse prenant position derrière le rideau de jeunes arbres qui avait protégé et caché leur sortie du souterrain, les accueillirent par un feu nourri, contre lequel ils ne pouvaient pas même se défendre, puisqu'ils ne savaient point d'où il partait.

Cette décharge, aussi bien dirigée qu'elle était inattendue, jeta le désordre et la consternation dans leur petite troupe. Ils s'attendaient à trouver une maison sans défense, et elle était inexpugnable comme une citadelle ; ils n'avaient cru n'avoir affaire qu'à quelques serviteurs sans courage, et à cinq ou six femmes désarmées — et ils voyaient devant eux une garnison qui semblait prête à se défendre avec la dernière énergie. Ils croyaient surprendre, et c'étaient eux qui étaient surpris. Ceci ne faisait point leur affaire. Aussi, ne voyant ressortir de la maison ni Ali, ni aucun de ceux qui l'avaient accompagné, et apercevant sur le sol de la cour cinq ou six des leurs, morts ou mortellement blessés, ils ouvrirent la porte de cette cour, fermée en dedans, et ne sorgèrent plus qu'à se dérober par une fuite prompte à des ennemis dont ils ne connaissaient pas encore bien exactement le nombre, mais dont la puissance s'affirmait par de si terribles coups.

Les amis de la princesse se virent donc bientôt les maîtres absolus du champ de bataille, jonché des cadavres de leurs ennemis. Ils comptaient dans leurs rangs, un mort, le jeune Irlandais, et quatre blessés.

CXL

Cependant Rahel, épuisée par la violence de ses émotions, avait fini par perdre le sentiment de ses malheurs... et de sa délivrance. Entourée de morts et de mourants, voyant Zuléika à ses pieds, Ali baigné dans son sang, entendant partout autour d'elle les cris, les plaintes, les imprécations, dominés et couverts de temps en temps par les crépitements de la fusillade, elle avait serré son front dans ses deux mains, comme si elle eût eu peur de le voir éclater ; puis il lui avait semblé que tout tournait autour d'elle ; ses yeux s'étaient fermés; ses genoux avaient fléchi, le vertige l'avait prise, et, quand la princesse avait bondi vers elle, c'est un corps inanimé qui s'était laissé aller dans ses bras.

A peine entrée dans le sélamlick, Stelfa qui avait cherché son amie tout d'abord, l'aperçut, courut à elle, et se maudit elle même d'arriver si tard. Avec l'aide de la femme et des filles de Ben-Salem, échappées saines et sauves à cette effroyable mêlée, elle essayait maintenant de la rappeler à la vie. Mais l'évanouissement ne céda qu'après un temps assez long pour que la princesse en conçût une sérieuse inquiétude.

Malgré les soins qu'elle prodiguait à l'aimable créature, la vie ne revenait point dans ce beau corps blanc et froid comme le marbre. Elle ouvrit enfin ses grands yeux, qui semblaient éteints pour toujours, mais ils se refermèrent aussitôt, comme s'ils n'avaient pas eu la force de supporter la lumière. Elle avait pourtant reconnu sa chère princesse; elle avait cherché sa main — et, l'ayant trouvée, elle la porta à ses lèvres, où elle la tint longtemps pressée. Son âme tout entière passait en quelque sorte dans cette muette mais ardente caresse.

(*A suivre.*)